



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre le terrorisme dans le Sahel

Question au Gouvernement n° 1567

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LE SAHEL

M. le président. La parole est à M. Vincent Ledoux.

M. Vincent Ledoux. Monsieur le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la France combat sans répit le terrorisme islamiste au Sahel. Avec vous, mes chers collègues, je souhaite tout d'abord saluer l'action de nos soldats qui y sont actuellement engagés. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Bien sûr, et heureusement, la France n'y est pas seule et la cohésion de tous les acteurs aux côtés de la force G5 Sahel est absolument indispensable. Or, le 10 janvier, la Chambre des représentants américaine a voté une loi codifiant le partenariat transsaharien contre le terrorisme pour renforcer la coordination des actions des États-Unis avec les pays d'Afrique non seulement de l'Ouest, mais aussi du Nord. À l'aune de la tentation unilatéraliste du président Trump, on peut y voir la préfiguration d'un nouvel ordre stratégique redéfinissant la carte des ambitions et des influences dans la région. Cette guerre de positionnement des puissances occidentales sur le théâtre sahélien serait néfaste, compte tenu de l'ampleur du mal à éradiquer. Rappelons que la pertinence du G5 Sahel réside surtout dans la force du nexus sécurité-développement dans cette zone désertique de 5 millions de kilomètres carrés, comptant 80 millions d'habitants répartis dans cinq pays frontaliers.

Ma question sera triple, monsieur le secrétaire d'État. En premier lieu, comment le partenariat transsaharien américain s'articulera-t-il avec la force G5 Sahel ? En d'autres termes, sera-t-il complémentaire ou concurrentiel ? Deuxièmement, quel est l'état de la menace terroriste dans cette région, quantitativement et qualitativement ? Enfin, où en est la levée de fonds, après la promesse de 420 millions d'euros de dons, dont 220 millions à la charge de la France, auxquels s'ajoutent les 50 millions promis par le Président de la République en décembre dernier ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Monsieur Ledoux, l'Assemblée nationale s'est engagée sur ce sujet, pas plus tard que le 19 décembre, lors d'un sommet interparlementaire que vous avez accueilli, monsieur le président Ferrand, et qui a permis de faire le point sur l'engagement qui nous unit tous, auprès des États et des peuples du Sahel, dans la lutte contre le terrorisme. Nous nous associons naturellement à l'hommage que vous avez rendu aux 4 500 soldats français qui œuvrent au quotidien pour cette sécurité.

J'en viens aux trois questions que vous venez de poser.

Naturellement, les États-Unis sont et demeurent un partenaire essentiel. Ils appuient la force Barkhane et ont

apporté un soutien, à hauteur de 95 millions d'euros, pour l'équipement de la force conjointe du G5 Sahel. Le vote du Congrès vient confirmer et conforter ce travail commun, et nous veillerons à ce qu'il reste complémentaire.

La menace terroriste demeure réelle, hélas, malgré un certain nombre de succès obtenus sur le terrain par nos forces. Nous nous inquiétons naturellement de l'extension de certaines zones de conflit – je pense à l'est du Burkina Faso. C'est pourquoi, dès le mois de décembre, à l'occasion de la visite du président Kaboré, le partenariat de défense a été renforcé.

Il faut aussi évoquer les efforts financiers engagés pour mieux équiper la force conjointe du G5 Sahel. Comme vous l'avez rappelé, cela représente plusieurs centaines de millions d'euros, dont 390 millions annoncés par des partenaires extérieurs aux pays sahéliens. Des équipements ont déjà été livrés pour 50 millions d'euros et les autres seront dans le courant de l'année, la France faisant partie des États qui permettront ces livraisons. C'est ensemble que nous réussirons. Europe, Afrique : nos destins sont liés. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir.)*

Données clés

Auteur : [M. Vincent Ledoux](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1567

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 janvier 2019](#)